REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 16 au 22 novembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Sécurité maritime.....2
- La sécurité maritime dans l'océan Indien au cœur de la géopolitique française

1.2 Sécurité portuaire..... 4
- Namibia : UN Namibia and EU Mission Visit Port of Walvis Bay

2. Centres d'Intérêts

2.1 Energies renouvelables.....6
- Barrage et énergie hydro-électrique, Sohafika : revenu d'entre les mots

2.2 Economie.....7
- Forum des Investissements : Edition hybride organisée par la BAD du 1er au 3 décembre
- Air Austral : la Région vote une motion sur l'urgence de la situation de la compagnie
- Assemblée nationale I Le projet de loi des finances rectificative 2021 adopté

2.4 Santé : covid-19.....10
- Statistiques Covid-19 : 45 cas confirmés le 19 novembre dont 33 dans le Vakinankaratra
- Covid-19 I Le variant Delta détecté aux Comores
- Covid-19 : en octobre 36,5% des personnes positives étaient vaccinées
- Covid-19 : encore 195 cas enregistrés
- Seychelles' health authorities ask public to protect against COVID-19 amidst rise in cases

2.5 Environnement.....16
- Environnement- La biodiversité exposée à un danger
- N'goshawo à Mohéli pour la protection de l'environnement

La sécurité maritime dans l'océan Indien au cœur de la géopolitique française

Jean-Tenahe FAATAU



Un destroyer français (à droite) dans le port de Mumbai, en Inde, le 19 novembre 2021 ©Marine nationale

La France vient de boucler deux réunions particulièrement importantes sur le plan stratégique : le conclave des chefs d'état-major des Marines du Symposium naval de l'océan Indien (IONS), et la 7e édition du Comité de pilotage des accords régionaux du Programme régional de sécurité maritime, organisée par la Commission de l'océan Indien (COI).

Le conclave des chefs d'état-major des Marines du **Symposium naval de l'océan Indien** (*Indian Ocean Naval Symposium* - IONS, présidé depuis juin 2021 par la France) s'est tenu les 15 et 16 novembre à Paris, faisant suite à **la précédente édition qui s'est déroulée du 28 juin au 1er juillet 2021 à La Réunion**. Il a rassemblé les chefs d'état-major des Marines des 25 pays représentés afin de prendre les décisions d'orientation des travaux de l'IONS pour les prochaines années.

Quatre points ont été abordés lors des discussions : sécurité maritime, partage de l'information et interopérabilité, assistance aux populations frappées par des catastrophes naturelles et sécurité environnementale. A l'issue des réunions, les résolutions suivantes ont été adoptées : la présidence de l'IONS sera assurée par la Thaïlande en 2023, puis par l'Inde en 2025 ; le Pakistan a été approuvé en tant que nouveau membre du groupe de travail permanent sur l'assistance humanitaire et la réponse aux désastres naturels ; et deux exercices d'entraînement vont être organisés prochainement.

Le premier sera dirigé par l'Iran avec pour thème la sécurité maritime et se tiendra fin 2021 et début 2022. Le second sera organisé conjointement par l'Inde et la France, à la fin mars 2022, au large de la côte ouest de l'Inde pour que les Marines des membres de l'IONS s'entraînent aux missions humanitaires et environnementales. Ces deux exercices permettront de tester grandeur nature les éléments tactiques et inter-opérationnels préparés par les groupes de travail du Symposium naval.

Le 17 novembre, jour suivant la fin du conclave des chefs d'état-major des Marines de l'IONS, se tenait la 7e édition du Comité de pilotage des accords régionaux du **Programme régional de sécurité maritime (programme MASE)**, organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) par visioconférence. La session a réuni plus d'une trentaine de participants représentant les sept États signataires (Comores, Djibouti, France pour La Réunion et Mayotte, Kenya, Madagascar, Maurice et Seychelles), plus le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations (CRCO) et la délégation de l'Union européenne à Maurice.
Problématiques de sécurité, encore. « *À l'aube de la dernière période de mise en œuvre du programme MASE* », les objectifs sont de redoubler d'effort pour non seulement consolider les acquis, à savoir lutter contre la piraterie et ses ramifications criminelles, mais aussi pour « *améliorer les dispositifs de réponse contre les crimes transnationaux en renforçant la coopération dans l'océan Indien voire au-delà* », précise un communiqué de la COI. La nature transfrontalière de ces crimes maritimes appelle donc à des collaborations hors des zones habituelles.
« C'est pourquoi il nous a semblé utile de créer des synergies vertueuses avec les autres dispositifs régionaux du Grand océan Indien et même au-delà. Ces contacts permettent de faire avancer, d'une part, l'architecture de sécurité panafricaine et plus particulièrement la stratégie maritime intégrée de l'Union africaine ; et, d'autre part, elle permet de relier notre dispositif à ceux du grand espace stratégique de l'Indopacifique. La mise en relation des Centres régionaux avec ceux de l'Inde, de Singapour et au-delà permet, en effet, de compléter l'image de situation maritime de l'ensemble de l'océan Indien » a précisé **le secrétaire général de la COI, le Réunionnais Vêlayoudom Marimoutou**.
PM

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://espritsurcouf.fr/geopolitique_la-strategie-de-la-france-dans-l-indo-pacifique_par_joseph-le-gall/
- https://www.geostrategia.fr/nouvel-ocean-indien-dynamiques-strategiques/
- https://www.eac.int/press-releases/154-peace-security/2276-maritime-security-the-maritime-security-architecture-can-only-function-fully-if-there-is-an-interconnection-between-the-national-and-regional-levels
- Mémento l'information claire et pertinente des Outre-mer et de l'Ocean indien (memento.fr)

Namibia : UN Namibia and EU Mission Visit Port of Walvis Bay

UN Resident Coordinator, Mr Sen Pang and Sinikka Antila, EU ambassador to Namibia, are visiting the country's largest port in Walvis Bay during which they will attend a National Level Meeting and the graduation of the latest UNODC training under the EU Programme on Port Security and Safety of Navigation.
The official engagement will also include a courtesy visit to the recently inaugurated Port Control Unit.
The EU-funded Port Security and Safety of Navigation Programme for Eastern and Southern Africa and the Indian Ocean support nine countries, including Namibia, in their goal to build up capacity for maritime and port security and strengthen law enforcement agencies. The four-year programme is coordinated by the Indian Ocean Commission and implemented in partnership with the International Maritime Organization and INTERPOL.
The visit comes at a critical time, particularly as the devastating pandemic posed logistical and operational challenges to global counter-terrorism and -crime responses and the Port Control Unit in Walvis Bay experienced its first operational weeks after its official launch in September.

The importance of Port Security and Safety of Navigation in Namibia

Namibia's strategic location with the South Atlantic Ocean region makes its economy highly dependent on the sea and its ports. The country derives significant economic activity from industries such as fishing, offshore diamond mining and fruit harvesting and the ports of Walvis Bay and Luderitz, are essential hubs of such activity.
In order to increase maritime trade, bring the benefits that come with lower transportation costs and make exports more competitive, it is vital that Namibia finds a way to strengthen its compliance with international norms on port security and guarantee safe navigation.

The UNODC Global Maritime Crime Program
The Global Maritime Crime Program (GMCP) supports Namibia in enhancing its Maritime Law

Enforcement (MLE) capacity through training and mentorship initiatives. This includes regional self-sustaining Visit, Board, Search and Seizure (VBSS) training and support for developing an advanced Maritime Domain Awareness (MDA) capability to strengthen maritime situational awareness with the aim to counter illicit activity at sea.
During the last year, the UNODC GMCP provided regular training for more than 70 of Namibian representatives from Fisheries, Port Authority, Police, Revenue Agency, Navy, Special Forces and Ministry of Transport and Works. The training covers both practical and theoretical material with a focus on

interagency collaboration and incident management - which also includes a security assessment of the port itself.
Most training focuses on the major port facility in Walvis Bay. In October this year, however, the UNODC GMCP expanded training further afield, undertaking its first capacity building activity in Namibia at the port of Lüderitz. After this successful start in Lüderitz, UNODC GMCP relocated to Walvis Bay and continues training for representatives of relevant enforcement agencies in the form of a two-week Port Security training between 8-18 November.

The Container Control Programme in Walvis Bay

The Container Control Programme (CCP) supports Namibia's Walvis Bay seaport in its efforts to counter organized crimes in the maritime container trade. While most of the world's raw materials today move through container trade, only 2% of containers worldwide are properly inspected. This leaves room for the illegal movement of supplies and illicit goods - particularly the smuggling of wildlife, timber trafficking and counterfeit medicines and COVID-19 vaccines in the case of Namibia.
Since the CCP's implementation at Walvis Bay seaport in 2018, crucial improvements in law enforcement have been reached in partnership with the Namibian authorities through mentoring, webinars and training on risk management, cargo inspection, prevention of wildlife trafficking, and detecting counterfeit vaccines. **Suite de l'article**

Plus d'infos :

- UN and EU representatives to visit Walvis Bay - The Namibian

Barrage et énergie hydro-électrique; Sahofika : revenu d'entre les morts

Par Les Nouvelles sur 19/11/2021



C'est un projet qui revient de loin. On pensait que le projet de barrage hydro-électrique de Sahofika, le plus gros depuis 20 ans, 900 millions d'euros d'investissement, 192 MW de puissance, allait rejoindre la longue liste des projets d'infrastructures abandonnés. Le consortium Neho -Eiffages, Themis, Hier et Eranove- qui avait gagné l'appel d'offre en 2015, avait rapatrié ses équipes. Plus rien ne semblait se passer. Plus un euro n'arrivait.

Et puis… Lundi 15 novembre, à Iavoloha, le Président Rajoelina, son ministre de l'énergie, Andry Ramaroson, le directeur général par intérim de la Jirama, Rivo Radanie- lina, et les représentants de Neho ont signé les contrats d'achat d'électricité et la concession. Le tarif est finalement fixé à à 4,96 centimes d'euros/kwh et la concession s'étend sur 25 ans. L'Etat malgache sera également actionnaire à hauteur de 20%. Une nouveauté dans le projet.

Quand on sait que la Jirama achète son électricité aux alentours de 30 centimes en moyenne et la revend 15 centimes -subissant des pertes d'exploitation chroniques-, on comprend l'importance de Sahofika… En 2020, la compagnie nationale d'électricité a englouti au moins 200 millions de dollars de subventions étatiques…
La signature de lundi marque un grand pas en avant, une étape décisive… mais une étape qui doit être suivie par d'autres tout aussi importantes avant que la Jirama ne profite d'achat d'électricité à un tel coût.

A présent, les parties prenantes doivent assurer le bouclage financier. Il se passe sous l'égide de la Banque africaine de développement. Il doit durer entre six et douze mois. Selon nos informations, treize banques et institutions financières ont déjà été identifiées dont Proparco, le hollandais CDC, DBSA, OPIC, BADEA etc… Ensuite, seulement les travaux pourront commencer effectivement, pour le barrage, pour la route d'accès… Si tout va bien, les premiers kilowattheures devraient être vendus à la Jirama vers 2028.

Suite de l'article

Forum des Investissements : Edition hybride organisée par la BAD du 1er au 3 décembre

Faire avancer les projets jusqu'au stade bancable, lever les capitaux et accélérer la clôture financière des transactions. Tels sont les trois principaux objectifs de l'Africa Investment Forum (AIF). Il s'agit de l'événement phare du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). Un événement qui représente le marché de l'investissement en Afrique, visant à accélérer la réduction des déficits d'investissement du continent. Selon ses initiateurs, l'AIF fonctionne comme une plateforme multipartite et multidisciplinaire dédiée à promouvoir et accompagner les projets d'investissements. Sa vision est d'être une plateforme transactionnelle de levier qui fera pencher la balance du capital vers les secteurs critiques de l'Afrique dans le but d'atteindre les ODD, l'Agenda 2063 et les High-5 de la BAD. *« La vision de l'Africa Investment Forum se traduit par trois objectifs de renforcement. Le premier est de faire avancer les projets jusqu'au stade bancable, par une préparation efficace des projets ainsi que des services de conseil en transactions efficaces qui font avancer les transactions dans le pipeline du Forum africain d'investissement. Le deuxième concerne les levées de capitaux pour mobiliser partenaires et investisseurs, notamment institutionnels, pour un cofinancement accru. Et enfin le troisième est d'accélérer la clôture financière des transactions grâce à une approche coordonnée »*, ont indiqué les organisateurs du Forum des investissements. Selon leurs propos, l'AIF exécute son mandat à travers 5 axes de travail, notamment la plateforme, la place du marché, les jours de marché, le traqueur de transactions et enfin les connaissances et l'environnement politique.
Antsa R.

Air Austral : la Région vote une motion sur l'urgence de la situation de la compagnie



Les conseillers régionaux ont demandé, lors d'une assemblée plénière ce lundi matin, qu'en dehors de la fusion avec Corsair, toutes les options soient étudiées pour l'avenir d'Air Austral. Ils demandent à l'Etat de recapitaliser la dette de la compagnie.

Une fusion entre les compagnies Air Austral et Corsair est évoquée depuis plusieurs mois. Alors que 10 parlementaires réunionnais ont uni leur voix pour sauver la compagnie aérienne réunionnaise, mercredi, le ministre délégué chargé des Comptes publics, Olivier Dussopt, évoque que la fusion est une "option" mais "pas la seule".

Une situation financière délicate

Avec la crise sanitaire en cours, la situation financière d'Air Austral est délicate. Alors que la compagnie régionale a pu bénéficier de près de 100 millions d'euros en prêts et aides directes de la part du gouvernement, l'avenir de la compagnie aérienne n'est pas assuré.

Interpellé par le député réunionnais David Lorion dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale mardi soir, le ministre délégué chargé des Comptes publics, Olivier Dussopt, assure que la fusion entre Corsair et Air Austral est *"une option qui aurait le mérite de préserver l'identité réunionnaise et l'implantation locale"*. *"C'est une option sur laquelle chacun devrait travailler"*, a-t-il insisté.

Olivier Dussopt dit que le gouvernement vise à accompagner la restructuration de la dette d'Air Austral, mais *"pas seul, avec les autres actionnaires"* et dans le cadre des règlements européens. *"C'est dans cette direction que nous travaillons"*, explique-t-il.

Assemblée nationale Le projet de loi des finances rectificative 2021 adopté



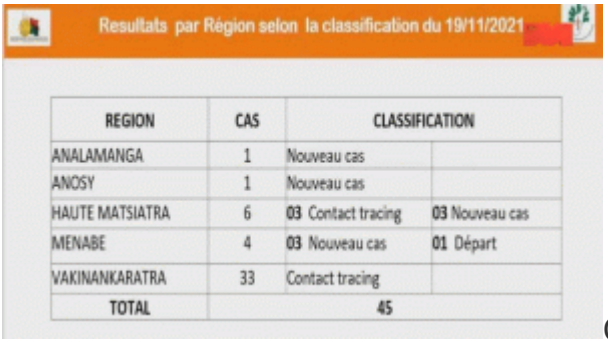
Les élus de la nation ont adopté le projet de loi des Finances rectificative 2021 et le projet de loi de règlement 2020. Ainsi, les recettes internes passent de 52,484 milliards à 51, 510 milliards de francs, soit une diminution de 974 millions par rapport à la loi des Finances initiale. Les dépenses passent pour leur part de 54,373 milliards à 52,704 milliards de francs.

Les députés ont siégé samedi 20 novembre en séance plénière à l'hémicycle du Palais du peuple. Deux projets de loi ont été soumis à la séance pour examen et adoption. Il s'agit de la «loi des Finances rectificative 2021 et le projet de loi de règlement 2020». Les deux projets ont été adoptés à l'unanimité par les parlementaires.

Dans son exposé des motifs, le ministre des Finances, Souef Kamalidini, a défendu, en longue et en large, les deux projets jugés «très importants» pour le bon fonctionnement de l'Etat.

«L'objectif de la loi des Finances est de réviser les recettes et les dépenses budgétaires pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique et financière annuelle par rapport aux prévisions initiales», a indiqué le ministre des Finances, évoquant certains facteurs survenus en cours d'exercice de l'année 2021. Il s'agit du «démarrage de la construction du complexe de l'hôtel Galawa ; de l'achat des groupes électrogènes de la Sonelec ; de l'installation des caméras de surveillance, etc». **Suite de l'article**

Statistiques Covid-19 : 45 cas confirmés le 19 novembre dont 33 dans le Vakinankaratra


Resultats par Région selon la classification du 19/11/2021

REGION	CAS	CLASSIFICATION	
ANALAMANGA	1	Nouveau cas	
ANOSY	1	Nouveau cas	
HAUTE MATSIATRA	6	03 Contact tracing	03 Nouveau cas
MENABE	4	03 Nouveau cas	01 Départ
VAKINANKARATRA	33	Contact tracing	
TOTAL		45	

Cinq régions comptent à nouveau des cas confirmés de Covid-19, selon le nouveau point de situation publié le samedi 20 novembre 2021 par le ministère de la Santé publique.

Analamanga, Vakinankaratra, Menabe, Haute Matsiatra et Anosy sont les cinq régions qui comptent actuellement des cas confirmés de Covid-19, selon le point de situation publié le week-end dernier. Ces nouvelles statistiques concernent les nouveaux cas de la seule journée du 19 novembre 2021 et leurs régions et districts de localisation, ainsi que les récapitulatifs depuis le début de l'épidémie, au 19 novembre 2021. Ainsi, le 19 novembre 2021 à midi, il a été relevé 45 nouveaux cas de Covid-19 à Madagascar, dont la majorité (33 cas) localisée à Antsirabe I, dans la région Vakinankaratra. La genèse de ces cas découverts après les opérations de contact tracing est un enseignant ayant contracté le virus dans une autre localité, et contaminé ses élèves. La ville de Morondava, Région Menabe, a également connu récemment une reprise des transmissions du coronavirus, ayant amené à une série de mesures dont la fermeture de plusieurs établissements scolaires et l'intensification des investigations des contacts. Morondava comptait 4 nouveaux cas le 19 novembre, dont 3 par contact tracing. Pour Analamanga, 1 cas décelé à Antananarivo Renivohitra, pour la Haute Matsiatra 6 cas localisés à Fianarantsoa et 1 cas dans l'Anosy (Tolagnaro).

Après plusieurs mois de suspension de la publication des statistiques sur l'évolution de l'épidémie de Covid-19, le point de situation publié le week-end dernier par le Ministère de la Santé publique, marque la reprise de ces publications des statistiques. Les derniers éléments récapitulatifs indiquent, depuis le début de l'épidémie au 19 novembre 2021, un cumul de 44 072 cas confirmés de Covid-19 à Madagascar, dont 43 383 cas confirmés par PCR. Les guérisons se chiffrent à 42 802, soit un taux de guérison de 97,12%, tandis que les décès s'élèvent à 967. Le nombre total des tests effectués est de 277 849.

Hanitra R.

Lire aussi : https://lexpress.mg/22/11/2021/covid-lepidemie-de-coronavirus-rebondit/

Covid-19 Le variant Delta détecté aux Comores



La ministre de la Santé, Loub Yacout Zaïdou a confirmé les informations circulant ces derniers jours, lesquelles indiquaient la présence du variant Delta dans le pays. «Les résultats qui nous sont parvenus confirment malheureusement la présence du variant Delta à travers les 11 échantillons analysés», a déclaré la ministre de la Santé.

L'information a été annoncée dans l'après-midi du samedi 20 novembre, après la rencontre interministérielle organisée pour la circonstance à Beit-Salam. On rappelle que ces derniers temps, l'on a constaté une recrudescence des cas.Le pays a enregistré trois décès dû au Covid-19, après une longue période de répit. Au niveau des cas, les derniers chiffres sont en effet répartis à la hausse avec plus de 87 cas actifs, dont 61 à Mwali, 23 à Ngazidja et 4 à Ndzuani.

«Depuis le 29 septembre 2021, l'île de Mwali connaît une recrudescence des cas de la Covid-19. Ce 20 novembre 2021, 195 cas confirmés ont été notifié parmi les 132 guéris, 61 cas en traitement avec 52 cas suivis à domicile et 9 cas au centre de traitement de la covid-19, annonce la ministre de la Santé, Loub Yacout Zaidou.

Cette situation inquiétante a poussé les autorités sanitaires à effectuer des prélèvements qui ont été envoyés au laboratoire de Kemri, à Nairobi pour un séquençage.

«Les résultats qui nous sont parvenus, confirme malheureusement la présence du variant Delta à travers 11 échantillons analysés», a-t-elle annoncé. **Suite de l'article**

Covid-19 : en octobre 36,5% des personnes positives étaient vaccinées



Chaque semaine, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publie les chiffres du Covid-19 : tests PCR réalisés, nombre de dépistages positifs, personnes contaminées symptomatiques, admissions en hôpital...Si les données du mois de novembre ne sont pas disponibles, celles d'octobre ont bien été publiées. On y apprend notamment que sur près de 33.000 dépistages réalisés à La Réunion, 429 étaient positifs pour des personnes non-vaccinées, 54 concernaient des personnes primo-vaccinées, et 272 des personnes totalement vaccinées. Si ce dernier chiffre peut surprendre et poser question, il est cependant à mettre en perspective avec le nombre de personnes vaccinées dans l'île.
Au total, sur les 744 personnes positives au Covid-19 en octobre dans l'île, 36,5% d'entre elles étaient vaccinées. Un phénomène qui s'explique finalement assez simplement : plus la couverture vaccinale d'une population augmente, plus la part de patients vaccinés dans les cas positifs de Covid-19 est susceptible d'augmenter. Il en va de même pour les hospitalisations, c'est d'ailleurs comme cela qu'il y a désormais plus de patients vaccinés hospitalisés que de non-vaccinés en Métropole.
Suite de l'article

Covid-19 : encore 195 cas enregistrés



60 nouvelles admissions dans les hôpitaux, dont 8 à l'hôpital ENT. Et un total de 195 cas positifs. Ce sont les chiffres de la Covid-19 pour ce dimanche 21 novembre, selon le dernier bulletin de la Santé.

20 372 personnes ont été infectées par la Covid-19 depuis mars 2021, selon le ministère.

Parallèlement, 916 308 personnes ont reçu leur première dose de vaccin anti-Covid-19, 882 403 la deuxième et 42 095 ont bénéficié de la dose de rappel. Et le nombre de patients guéris de la Covid-19 depuis mars 2021, avec 30 personnes qui ont eu leur décharge aujourd'hui, s'élève à 18 373.

Lire aussi : https://defimedia.info/une-moyenne-de-39-deces-enregistres-par-jour-du-7-au-20-novembre

Seychelles' health authorities ask public to protect against COVID-19 amidst rise in cases

: By: Betymie Bonnelame



Gedeon encouraged people who have received two doses of a COVID vaccine to take a third dose of either the Sinopharm or Pfizer vaccine. (Joe Laurence, Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - The public needs to be more responsible for their actions and respect the measures in place to stop the resurgence in COVID-19 cases observed in the past two weeks, said a top health official on Wednesday.

Public health authorities announced no new changes to the health measures in place in the island nation.

The Public Health Commissioner, Jude Gedeon, told a press conference that there has been an increase in the number of active COVID-19 cases over a period of two weeks from 152 to 352.

"That is an increase of about 200 cases in two weeks time and this is of concern to us. ... The rolling day average was 15 early November now it is 36 and we don't know what it will bring next," said Gedeon.

Seychelles has recorded a total of 22,831 positive cases of COVID-19 and 122 COVID-related deaths.

The Public Health Commissioner said that "we have to keep our guard up especially now that there is a rise in the number of active cases. We have to act quickly, as the longer we wait, the harder it will be to deal with the situation. That is why the public needs to be more mindful of their actions and observe the public measures in place, to ensure that things do not escalate further."

He attributed the rise in cases to people ignoring the health guidelines put in place and a number of public gatherings and parties took place at the start of the month. **Suite del'article**

Environnement – La biodiversité exposée à un danger

20 novembre 2021 Commenter Miangaly Ralitera 164 Vues 3 minute(s) pour lire



Elia Béatrice Assoumacou, lors de la visite des stands, au symposium de la biodiversité et de la santé.

Des experts nationaux et internationaux échangent sur les stratégies à adopter pour la conservation de la biodiversité à Madagascar. Cette biodiversité est en danger.

« Nous devons faire notre maximum, main dans la main, entre les différents départements: la science, la médecine, et l'environnement, pour préserver, restaurer et, surtout, pour sensibiliser la population, sur l'importance de conserver cette biodiversité », lance la ministre de l'Environnement et du développement durable, Vahinala Baomiavotse Raharinirina dans son discours, hier, lors de l'ouverture du symposium international sur la Biodiversité et la santé, qui se tient le 19 et le 20 novembre, à Mahajanga.

La biodiversité est en danger. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le professeur Elia Béatrice Assoumacou souligne que Madagascar fait partie des vingt-cinq points chauds les plus critiques au monde, en matière de conservation de biodiversité, à cause des menaces d'origines diverses. Les feux de brousse et les feux de forêt, le déversement des produits chimiques dans la mer, la gestion illégale ou la mauvaise gestion de nombreuses ressources, menacent notre biodiversité.

Pourtant, Madagascar regorge de nombreuses espèces endémiques. « Madagascar occupe une position particulière dans le monde. De nombreuses espèces végétales africaines se trouvent ici et la flore est majoritairement endémique », souligne Konrad Sternisko, chef de coopération de l'ambassade fédérale d'Allemagne. Une endémicité très importante, allant jusqu'à 90%, selon l'affirmation de Vahinala Baomiavotse Raharinirina. Konrad Sternisko tire la sonnette d'alarme. « Une perte de cette biodiversité sera dévastatrice. Ce sera irréversible et rien ne pourra la compenser », alerte-t-il.

Suite de l'article

N'Goshawo à Mohéli pour la protection de l'environnement

SOCIÉTÉ

N'Goshawo à Mohéli pour la protection de l'environnement

Les associations qui militent pour la protection de l'environnement dans l'île de Mohéli, en concertation avec le mouvement N'Goshawo, avec l'appui de la fondation ROSA de Luxembourg, basée en Allemagne, étaient réunies dimanche dernier à Fomboni pour une réunion de concertation sur la protection de l'environnement aux Comores, plus particulièrement à Mohéli. Et précisément sur les textes qui régissent l'environnement.

NGOWSHAO se soucie de la qualité de l'environnement et la dégradation des écosystèmes en territoire comorien. « Nous avons signé une convention avec la fondation ROSA pour nous aider à valoriser notre biodiversité et à protéger les ressources environnementales dans le pays, c'est ce qui a permis d'organiser cette réunion de réflexion et de sensibilisation sur les textes environnementaux » explique Mohamed Hamdia, point focal du projet de plantation des mangroves dans les îles des Comores et un des membres de l'association N'Goshawo.

Trois points essentiels ont été discutés dans cette réunion dont la loi cadre de l'environnement qui est une loi de référence pour toute question relative à l'environnement mais aussi les textes de référence en matière d'environnement. Puis après, la politique nationale de l'environnement qui fait partie de la stratégie de développement économique, social et culturel des Comores. Cette politique, selon les intervenants, est déterminée par le gouvernement après avis du comité interministériel consultatif pour l'environnement et des comités régionaux. Et enfin le plan Comores émergent, qui prône pour un développement durable, respectueux de l'environnement.



Ngoshawo en reunion de sensibilisation environnementale à Mohéli.

Selon Mohamed Hamdia, les lois législatives portant la protection de l'environnement datent de plusieurs années et les unes sont appliquées tandis que d'autres sont dans les tiroirs. Pour protéger l'environnement aux Comores, « il faut appliquer tous les textes réglementaires » soutient-il. Selon la loi 88-006 du 12 juillet 1988, « la législation forestière aux Comores se fonde sur un ensemble de textes édictés en vue d'assurer la protection de la forêt et de ses ressources naturelles. Toute action ou usage des forêts qui seront contraires aux dispositions de la loi, et des conditions y afférentes est sanctionnée » a-t-il prévenu.

Riwad